

Mise au point

Le fait que Mme Irma Hirschi se soit prononcée à la tribune du Grand Conseil au sujet de la Centrale d'appels sanitaires urgents (CASU 144) a alimenté une forme de confusion auprès des citoyens soucieux du rapprochement interjurassien. Le président de la Députation étant l'auteur de la motion en discussion, il revenait, selon les usages, à la vice-présidente de présenter la position majoritairement arrêtée par les députés francophones. C'est à ce titre que Mme la députée s'est exprimée. A noter que la déclaration de la Députation précisait ce qui suit : « la requête des motionnaires n'a pas fait l'unanimité chez les députés francophones et elle s'est heurtée à des avis divergents ». Précision qui indique notamment que les députés autonomistes avaient un autre avis. À notre sens, l'intervention des députés radicaux biennois a bien signé l'arrêt de mort d'une centrale interjurassienne. Ce que nous regrettons ! Mais cette intervention est surtout un magnifique autogoal que s'est marqué la région. Comme l'a aussitôt affirmé le président du gouvernement bernois, cette décision du parlement aura pour effet que le canton sera doté d'une centrale unique localisée en ville de Berne. Quant aux connaissances de la langue française et des réalités topographiques de la région jurassienne dont ses collaborateurs seront dotés, nous nous permettons d'ores et déjà d'émettre de sérieux doutes.

Pour ménager les susceptibilités biennoises et les intérêts d'une société anonyme, on parvient à la politique du pire. C'était hélas à prévoir !

**Jean-Pierre Aellen
Irma Hirschi
Maxime Zuber**